

À PROPOS DE

L'ETAT ET LA REVOLUTION

Il est significatif que les deux grands dirigeants communistes, Marx et Lénine, aient chacun produit en deux circonstances révolutionnaires un ouvrage généralement interprété comme étant de caractère libertaire : *La Guerre civile en France* de Marx, écrit pendant la Commune de Paris, et *l'Etat et la révolution* de Lénine.

Bien que ni Proudhon ni Bakounine n'y soient pour quoi que ce soit, ce sont les conceptions fédéralistes qui dominèrent dans la Commune de Paris : fédérations de communes décentralisées, substitution à l'appareil d'Etat de délégués élus et révocables, ce qui tranche considérablement avec l'apologie de l'œuvre de centralisation commencée par la monarchie, telle qu'on la trouve développée dans le *18-Brumaire*. Maintenant, Marx adhère à l'œuvre de la Commune, et l'Adresse du Conseil général de l'AIT, connue sous le titre de *la Guerre civile en France*, rédigée par lui, a été écrite en épousant le point de vue même des communards. Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée par la création d'un Etat prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour *les Luites de classes en France*, par la création d'un Etat dictatorial. L'approbation de l'œuvre de la Commune – et en 1871, Marx avait-il le choix ? – correspond donc à un renversement complet du point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue décentralisateur et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes (encore qu'il ne faille pas assimiler ces deux derniers points de vue), selon lesquelles la

destruction de l'appareil d'Etat et l'instauration d'une structure politique décentralisée, à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble, est la condition préalable à l'instauration du socialisme.

Bakounine définit à juste titre la Commune comme une « négation désormais historique de l'Etat ¹ ». L'insurrection communaliste de Paris, écrit-il, a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays ² ». Et il ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante ³. »

Si Bakounine perçut le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune, d'autres le perçurent aussi. Le biographe de Marx, Franz Mehring, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste*, et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine. « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste*. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris

¹ Œuvres, Champ libre, III, 213.

² Œuvres, Champ libre, III, 166.

³ *Ibid.*

pour avoir commencé à détruire radicalement l'Etat parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général ⁴ ».

Madeleine Grawitz écrit à ce sujet : « Marx, vexé de voir la révolution éclater, comme il l'avait prévu, mais la jugeant à tort bakouniniste, arrive après la défaite à s'appropriier un mouvement qui, non seulement l'ignore, mais se trouve opposé à toutes ses théories ⁵... »

Les conceptions « libertaires » qui se sont imposées à Marx sous la pression des événements restent parfaitement opportunistes et isolées dans son œuvre, et ne correspondent en rien à sa pensée réelle ⁶ ; elles répondent de façon irréfutable à une volonté de récupérer le mouvement. Irréfutable ? Les réfugiés communards ingrats ne se ralliant pas à lui, Marx écrira à Sorge, furieux : « Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de *la Guerre civile en France* ».

Ces quelques précisions n'auraient pas grand intérêt pour notre sujet si les références idéologiques ne jouaient un si grand rôle dans la détermination – ou plutôt dans la justification – de la ligne politique de Lénine au moment de la révolution russe. En effet, les références à la Commune de Paris seront innombrables dans ses écrits pendant les premiers mois de la révolution, pour disparaître ensuite, évidemment.

L'Etat et la révolution est rédigé en août-septembre 1917 : à cette époque, le mouvement ouvrier russe a cessé de compter sur les socialistes modérés, il règne une grande agitation révolutionnaire, les structures de base telles que les comités d'usine accroissent les expropriations. Lénine insiste avec force pour que le parti prenne le pouvoir par une insurrection, alors que la quasi-totalité des dirigeants

⁴ Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Editions sociales, p. 504.

⁵ Madeline Grawitz, *Michel Bakounine*, Plon, 1990, p. 466.

⁶ D'ailleurs Mehring lui-même précise que plus tard Engels en reviendra totalement à l'idée du *Manifeste*.

du pari y sont opposés. Le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste est aux avant-postes de la lutte révolutionnaire, ils ont de plus en plus l'oreille des masses et constituent une force avec laquelle il faut compter. Mais, surtout, le tour pris par les événements, avec ou sans les libertaires, confirment, à cette étape de la révolution, les analyses libertaires concernant l'instauration d'organismes de base fédérés entre eux se substituant à l'Etat. Il convient de préciser que cette évolution n'est pas *forcément* la conséquence de l'activité des libertaires, mais qu'elle est un phénomène naturel dans la classe ouvrière.

C'est pourquoi Lénine tente de reformuler une doctrine marxiste de l'Etat en se référant inlassablement au seul texte de Marx qui peut l'aider dans cette tâche, *la Guerre civile en France*. La révolution prolétarienne devra, selon l'exemple de la Commune, détruire l'Etat bourgeois et le remplacer par une nouvelle forme d'organisation, une nouvelle sorte d'Etat : « Nous ne sommes par le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat en tant que but. » Dès sa constitution, l'Etat commencera à dépérir. « Il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre ».

Jacques Toublet, dans son introduction à la réédition de *la Confédération générale du travail* d'Emile Pouget⁷, fait une analyse du texte de Lénine que nous nous contentons de reproduire, parce qu'il est inutile de redire autrement ce qui est parfaitement exprimé :

« 1. Deux logiques en effet s'affrontent dans *l'Etat et la révolution*, avant d'ailleurs de s'affronter sur le terrain de la lutte de classes : la logique des *conseils* et de la « démocratie pour le peuple », ce que Lénine nomme *l'organisation des masses*, et la logique du *parti éduqué par le marxisme*.

« La première de ces logiques implique le pouvoir du peuple en révolution tout entier, c'est-à-dire la pluralité des opinions et des

⁷ Emile Pouget, *la Confédération générale du travail*, suivi de *le Parti du travail*, préface de Jacques Toublet, éditions CNT région parisienne, 33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

groupes politiques, l'organisation pluraliste de la défense, la recherche de la solution des conflits par le débat, l'échange réciproque entre les conseils des villes et ceux des campagnes pour la production et la consommation. Dans cette logique, le peuple justifie sa souveraineté sur lui-même et sur la société parce qu'il est la somme des individus, à l'exception des quelques anciens exploités.

« La seconde logique sous-entend le pouvoir du parti sur la grande masse de la population grâce à l'organisation de la violence, comme Lénine le dit lui-même (“les paysans, les petits-bourgeois, les semi-prolétaires”, sans oublier les ouvriers qui n'auront pas été éduqués correctement par le marxisme, cela fera beaucoup de monde contre qui il sera nécessaire d'employer la force...), c'est-à-dire l'établissement d'une sorte de despotisme partidair qui s'autoproclame éclairé et progressiste et dont la raison ultime, comme d'autres pouvoirs avant lui, sera les canons. Dans cette logique, la souveraineté appartient au parti, qui justifie cette exorbitante prétention parce qu'il aurait réuni une “avant-garde” éduquée par le marxisme et capable, par le fait même qu'elle est éduquée, de “mener le peuple tout entier vers le socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur”, etc. Comme nous le verrons plus loin, cette conception de l'homme, ou du groupe, porteur, par son savoir, de la science historique n'est pas une exception dans le marxisme.

« Le conflit entre ces deux logiques – chacune, en 1917, représentée par des groupes sociaux : d'un côté les paysans, avides de terre ; les ouvriers et les travailleurs en général, désireux de maîtriser leur travail et d'améliorer leur vie ; les citadins, souhaitant participer à la gestion de leur lieu de vie ; de l'autre côté, les intellectuels, dont le savoir-faire et les connaissances n'avaient jamais trouvé à s'employer sous le tsarisme et qui s'enflamment pour le nouveau messianisme athée –, qu'on le caractérise comme une lutte de classes entre le peuple producteur et une bureaucratie devenue vite exploiteuse ou comme un conflit de la modernité démocratique contre un archaïsme quasi théocratique, a eu raison de la forme sociale née de la révolution russe, après soixante-dix ans d'une existence qui a causé un mal immense à l'idée même de socialisme.

« 2. Lénine a opéré une falsification presque complète des orientations politiques de la Commune de Paris – il a dû le faire pour justifier théoriquement, à partir des textes de Marx, la nécessité, tout à fait controversée par la plupart des marxistes de l'époque, d'une révolution violente, armée, qui briserait "la machine bureaucratique et militaire" de l'Etat bourgeois pour construire autre chose en remplacement, à savoir, pour Lénine, son Etat prolétarien : il devait, en analysant la Commune à sa manière, justifier par avance la prise du pouvoir qu'il envisageait avant la tenue de l'Assemblée constituante et la dictature du parti qui la suivrait.

« Ce qui est piquant, c'est qu'il a dû reconstruire un message politique étatiste, "centraliste" à partir d'un texte, écrit sans doute par son maître à penser, mais tout à fait hétérodoxe, voire même contradictoire, avec les thèmes principaux du marxisme. Quelques exemples succincts suffiront à le montrer. La Commune de Paris, peut-on lire dans *la Guerre civile en France*, texte que Marx écrit pour le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs en mai 1871, préconisait la production coopérative : une coordination des "associations coopératives qui [devait] régler la production nationale sur un plan commun". "Que serait-ce, sinon du communisme, du très 'possible' communisme ?" s'interroge Marx à propos de cette structure économique. La Constitution de la France devait être communaliste, et cette organisation des communes de France "devait devenir, affirme *la Guerre civile*, une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat". »